

«De plus en plus de secteurs de la finance trouvent un intérêt économique à des régimes d'extrême droite»

Recueilli par NICOLAS CELNIK

«Libération» a réuni Marlène Benquet, sociologue au CNRS, et Romaric Godin, journaliste à «Mediapart», pour une rencontre sur les mutations du capitalisme. Tous deux analysent un virage autoritaire dans lequel «la paix armée» et la démocratie ne font plus partie de l'équation.

Vous n'étiez pas fan du néolibéralisme ? Bonne nouvelle, il touche peut-être à sa fin. Mauvaise nouvelle : vous n'apprécierez probablement pas plus son successeur, le «libertarianisme autoritaire» ou le «capitalisme d'état d'urgence», propulsé par des acteurs qui trouvent le néolibéralisme trop social. Ces mutations de l'économie sont analysées dans deux essais stimulants et complémentaires.

Dans le Problème à trois corps du capitalisme (la Découverte), le journaliste économique à Mediapart Romaric Godin démontre que le capitalisme est dans une triple impasse, économique, sociale, et environnementale – des limites matérielles, structurelles, que les nouvelles promesses d'innovation ne parviennent pas à résoudre.

Dans la Finance aux extrêmes (la Découverte), la sociologue au CNRS Marlène Benquet livre le fruit d'une longue enquête sur un acteur méconnu, celui de la «seconde finance», qui gère l'argent collecté par les acteurs de la première finance. Prenant conscience que le capitalisme ne trouve plus de nouvelles perspectives de croissance, ces acteurs exercent une influence politique sur les Etats, pour les orienter vers des politiques autoritaires, nationalistes, et opposées à la démocratie.

Comment analysez-vous la guerre en Iran, à partir du «libertarianisme autoritaire» ou du «capitalisme d'état d'urgence» ? Marlène Benquet : Donald Trump a été élu grâce au soutien d'une partie du monde de la tech. C'est un élément essentiel, car pour s'enrichir, ces acteurs misent de moins en moins sur les marchés financiers, qui étaient les institutions centrales du monde néolibéral: les acteurs de la tech misent plutôt sur des formes de rente. Ils ne demandent pas à l'Etat de privatiser des services publics; ils réclament plutôt qu'on leur délègue des missions, et que le monde du business et de l'Etat agissent de manière commune.

Ces acteurs remettent en cause les institutions internationales -l'Union européenne, les marchés transatlantiques, etc. -, qu'ils perçoivent comme des freins à l'accumulation. Leur arrivée au pouvoir bouleverse donc l'ordre international néolibéral, qui reposait sur une

bipartition du monde entre les pays du Nord, liés par des accords militaires (à travers l'Otan) ou économiques, et les pays dits du Sud, poussés à des conflits par les pays du Nord pour l'accès aux ressources.

En tournant le dos à cette organisation du monde, ces acteurs poussent les Etats à la mise en place d'un rapport de force qui n'est plus seulement économique et commercial, mais aussi directement militaire.

Romarc Godin : On assiste à une évolution importante du capitalisme. Si le capital cherche à présent des formes de rente, c'est parce que le moteur principal de l'accumulation traditionnelle, qui passe par le marché, ne fonctionne plus. La meilleure façon de contourner cet affaiblissement économique, c'est la prédation: capturer des ressources. Dès lors, les Etats ne sont plus dans une optique de «paix armée», comme dans les années 1990 ou 2000, mais dans des logiques de conflits ouverts. Il faut ici rappeler que les acteurs de la Tech et de la défense sont liés, notamment parce que le seul débouché rentable de l'IA aujourd'hui, ce sont ses applications militaires. La guerre en Iran montre donc bien cette forme d'hybridation de l'Etat et du capital.

M.

B. : Cette nouvelle forme de capitalisme est adaptée à la conscience collective que le monde est fini, et qu'il va y avoir une compétition par l'accès aux ressources. Jusqu'au dernier mandat de Joe Biden environ, les acteurs économiques voyaient encore une manière néolibérale de gérer les bouleversements environnementaux et climatiques, grâce à l'innovation et à la technologie.

On observe à présent une nouvelle génération de financiers qui tiennent un autre discours : pour eux, puisque les ressources sont finies, il faut se les approprier le plus rapidement possible, de sorte que d'autres pays ne le fassent pas en premier.

C'en est donc fini du néolibéralisme ? Dans quelle ère économique entre-t-on, d'après vous ?

M.

B.: Je me suis intéressée au secteur de la finance, ou plus précisément à une sorte de «super-secteur» qui finance tous les autres, celui que j'appelle la «seconde finance». Ce sont pour beaucoup des gestionnaires d'actifs : à l'inverse des acteurs de la première finance qui, eux, collectent directement l'épargne (les banques, les assurances, les fonds de pension), les gestionnaires d'actifs gèrent l'argent collecté par d'autres et font les choix d'investissement.

Il y a eu un premier moment de financiarisation, à la fin des Trente Glorieuses, de mise en place d'un ordre néolibéral : les Etats défendaient alors une politique de l'offre. A partir de la crise financière de 2008, bon nombre de financiers deviennent critiques à l'égard des Etats, qu'ils trouvent trop interventionnistes, trop régulateurs.

Ce que j'ai observé, c'est que ces acteurs de la seconde finance soutiennent des orientations politiques que je qualifie de «libertarianisme autoritaire», qui marquent deux ruptures principales avec le néolibéralisme : d'abord, une rupture avec l'idée qu'un Etat capitaliste doit être démocratique ; ensuite, une rupture avec l'idée que l'Etat doit prendre en charge le progrès commun, parce que ces acteurs ne croient pas qu'un progrès commun soit possible.

R.

G. : Depuis la crise de 2008, l'échec des politiques néolibérales est devenu évident. Pourquoi ? Parce que toutes ces politiques ne sont que des tentatives de compenser l'affaiblissement structurel de la capacité du capitalisme à créer de la valeur. Il y a un ralentissement des gains de productivité. Le néolibéralisme a été incapable de soutenir le taux d'accumulation global des économies : il a donc dû modifier son mode d'action. Le soutien de l'Etat au capital a été massivement renforcé, par l'action des Banques centrales, puis par un soutien plus direct par des subventions ou des réformes antisociales sur les retraites ou le travail.

Le capitalisme est cependant dans une triple impasse : d'abord, parce qu'il n'arrive pas à augmenter le taux de croissance ; ensuite, parce qu'il se heurte aux limites environnementales ; enfin, parce qu'il détruit aussi l'être humain, comme en atteste l'explosion des inégalités. C'est en ce sens que je pense que nous entrons dans un capitalisme d'état d'urgence, qui est sous pression permanente. Pourquoi qualifiez-vous ces régimes politiques et économiques «d'autoritaires» ?

R.

G. : Parce que les acteurs économiques qui le portent misent tout sur les secteurs de la rente technologique, de la rente financière, et de l'extraction. Cela implique qu'ils doivent nier tout ce qui vient leur dire qu'il y a des limites à l'accumulation -les conflits sociaux, les crises sanitaires, les crises écologiques et leurs conséquences sur la société. Ce déni général entraîne une répression: c'est pour ça qu'il y a une incompatibilité entre le capitalisme contemporain et la démocratie, comme l'exprime clairement Peter Thiel, le fondateur de l'entreprise américaine Palantir.

M.

B. : Le néolibéralisme avait une manière de se justifier auprès des populations : en contrepartie d'une diminution des protections sociales, ce régime économique était supposé garantir une liberté de circuler et de mœurs. Le libertarianisme autoritaire propose un autre récit : il s'agit cette fois de dire que la liberté principale est la liberté d'accumuler, et qu'elle doit être défendue, quoi qu'il en coûte.

Cela débouche sur un individualisme radicalisé, qui va de pair avec une nouvelle conception de l'individu. L'idée d'un Homo economicus qui fait des choix pour maximiser ses plaisirs et ses gains est dépassée ; il s'agit maintenant de voir l'humain comme un actif (financier) à valoriser.

Il faut maximiser sa rentabilité au travail, donc se former et être en bonne santé; et anticiper sa dépréciation en finançant son vieillissement et sa mort. Mais pour que ces nouveaux actifs prospèrent, il faut assurer un ordre social stable. Alors, charge à l'Etat de réprimer les contestations.

Vous soulignez aussi la nécessité de créer des ennemis de l'intérieur. Pourquoi ?

R.

G. : Puisque le capital est central dans la société, tout ce qui vient le remettre en cause est, de fait, un ennemi de la société. C'est ce qui explique que les normes écologiques deviennent des symboles d'un péril de la civilisation. Cela permet aussi de mobiliser les membres de la société qui se considèrent comme les perdants du néolibéralisme pour leur faire penser que, s'ils ont été les perdants du néolibéralisme, c'est à cause de ces ennemis de la civilisation.

M.

B. : L'idéologie de ce nouveau stade du capital s'appuie aussi sur l'élaboration d'un nouvel ordre naturel. Cet ordre valorise une sorte d'état de nature, dans lequel le rapport de force régit les relations entre individus, mais aussi entre Etats. Cela justifie l'idée qu'il y ait des individus plus ou moins puissants, et que l'aspect positif de détricoter les régulations sociales, c'est qu'on rend à ceux qui le méritent le droit de dominer les plus faibles - concrètement, on permet à l'homme blanc de mettre une gifle à sa femme, de porter une arme, de tenir des propos racistes, etc. Les cibles de cette masculinité violente sont, bien sûr, les femmes, les homosexuels, les wokes, les personnes racisées, les transgenres, etc.

Ces acteurs de la finance autoritaire se sont-ils déjà organisés pour peser sur l'élection présidentielle de 2027 ?

M.

B. : On voit aujourd'hui qu'il y a de plus en plus de secteurs qui trouvent un intérêt à des orientations d'extrême droite, pour prendre ses distances avec le néolibéralisme, qui ont l'impression qu'une proximité plus grande avec l'Etat leur donnerait de meilleures opportunités d'affaires. Ces acteurs économiques sont plutôt issus des secteurs de la gestion d'actifs, des nouvelles technologies, du secteur de l'énergie et de l'édition.

L'exemple le plus flagrant, ce sont bien sûr les milliardaires Pierre-Edouard Stérin (issu de la seconde finance) ou Vincent Bolloré, mais on peut aussi citer François Durvy, très actif pour créer des liens entre le RN et les milieux d'affaires, Charles Beigbeder, qui a aidé Marion Maréchal à lever des fonds, ou Jean-Claude Gruffat et Charles Gave qui ont fondé l'Institut des libertés, un think tank libertarien.

Dans le secteur de la Tech, on peut penser à Laurent Alexandre ou à Olivier Babeau, cofondateurs de l'Institut Sapiens. Le secteur des énergies fossiles est aussi pourvoyeur d'acteurs patronaux en lien avec la droite extrême, mais ces acteurs sont moins médiatisés.

R.

G. : On peut déjà anticiper que la majorité des débats pour la présidentielle se feront dans le cadre de pensée de ce capitalisme d'état d'urgence, et concerneront l'immigration, l'autoritarisme, la répression policière, l'écologie, l'anti-wokisme, la baisse des impôts, etc. Ces discours trouveront probablement un écho auprès d'une grande partie du patronat dans une économie française fortement financiarisée, et très largement en stagnation.

M.

B. : Ce glissement est important : l'avènement du libertarianisme autoritaire peut passer par l'avènement d'un parti proche de cette ligne, comme le Rassemblement national, mais aussi

par le simple effet de pression et d'influence que crée l'existence même de ce parti sur les autres. •

«Ce nouveau capitalisme est adapté à la conscience collective que le monde est fini...»

Marlène Banquet Sociologue CNRS